

Nous, Québécois



Programme du Bloc Québécois

Adopté par le Congrès national du Bloc Québécois
19-20-21 mai 2023

Sommaire

3	Indépendantistes
4	Nous, Québécois
5	Fiers de ce que nous sommes
5	Français
6	Laïques
7	Égalitaires
7	Libres
8	Attachés à notre culture
9	Accueillants
10	Démocrates
11	La voix des Québécois
12	D'égal à égal avec les Autochtones
13	Enracinés
15	Justes
17	Intègres
17	Solidaires
19	Travailleurs
20	Nationalistes économiques
22	Tournés vers l'avenir
24	Écologistes
26	Un acteur mondial
27	Conclusion

Indépendantistes

Nous sommes indépendantistes.

Nous affirmons que les Québécois et les Québécoises n'ont qu'une seule capitale nationale, et qu'il s'agit de la ville de Québec.

Nous constatons que les Québécoises et les Québécois de toutes les origines forment ensemble une nation unique au monde dont la voix mérite de rayonner en tant qu'égale de toutes les grandes nations du monde.

Nous prenons acte de l'importance d'utiliser chaque tribune et chaque occasion pour chercher à convaincre les Québécoises et les Québécois de la nécessité de faire du Québec un pays et des avantages de l'indépendance. Nous devons le faire chez nous, au Québec, et nous devons le faire pour que l'ensemble des nations du monde s'attendent à nous voir les rejoindre.

Nous militons pour convaincre la nation québécoise de fonder son propre pays et d'ainsi tailler officiellement sa place historique, politique, culturelle et humaine aux côtés de tous les peuples maîtres – et seuls maîtres – de leur destin.

Nous croyons que seulement la nation québécoise et les nations autochtones du Québec doivent avoir voix au chapitre lorsqu'il est question de l'avenir du Québec.

Nous constatons que seule l'accession du Québec au statut d'État souverain permettra d'officialiser qu'il ne reconnaît ni la légitimité ni l'autorité d'aucune autre nation, gouvernement ou régime monarchique lorsqu'il intervient en matière d'affaires publiques et de droit sur le territoire québécois ou qu'il parle au nom du Québec dans le monde.

Nous sommes fiers du rayonnement de la nation québécoise à l'échelle internationale et sommes convaincus que sa créativité, sa solidarité, son pacifisme, sa détermination, son humanisme et son attachement aux valeurs de démocratie et d'égalité appellent le Québec à jouer un rôle positif de plus grande envergure en tant que pays indépendant.

Nous faisons la promotion de la créativité et du talent de l'entrepreneuriat québécois et soutenons son développement international dans le cadre d'ententes commerciales négociées par le Québec avec ses partenaires, au service des intérêts du Québec, mais aussi au service du bien mutuel des signataires d'accords librement consentis, entre égaux.

Nous saluons le rôle privilégié que le Québec peut jouer en tant que pont entre l'Europe et l'Amérique du Nord, véritable plaque tournante tant économique que culturelle entre l'ancien et le Nouveau Monde.

Nous estimons que notre histoire commune forgée au fil de quatre siècles, notre langue française gorgée de notre expérience unique en Amérique, notre répertoire culturel brut et le territoire unique de chacune de nos régions méritent tous leur pleine reconnaissance au sein du patrimoine mondial.

Nous croyons qu'en réponse aux questions de nos compatriotes en réflexion sur leur avenir collectif, afin de mieux nous définir, afin de formaliser la réflexion sur notre identité, nos valeurs, nos institutions et notre projet collectif, nous pouvons être la bougie d'allumage et l'animateur d'une conversation sur une constitution québécoise reconnaissant d'emblée le droit à l'autodétermination des peuples, de notre peuple, et celui de reprendre à notre compte les juridictions autrefois confiées à un État fédéral qui ne nous a pas servis.

Nous croyons que notre parti politique peut être un lieu de rassemblement pour toutes les personnes qui espèrent que la nation québécoise se donne un pays et souhaitent travailler à faire ou refaire de l'indépendance un projet concret, porté par un mouvement encore bien jeune en regard de la grandeur du rêve à réaliser. Tout en reconnaissant les liens historiques et privilégiés qui unissent le Bloc Québécois et le Parti québécois, nous devons réunir les indépendantistes de toutes allégeances.

Nous, Québécois

Nous définissons les Québécoises et les Québécois comme toute personne qui habite au Québec et qui choisit librement de l'être.

Nous, militants et élus, porterons et défendrons toujours et sans compromis les intérêts du Québec.

Nous sommes le parti de toutes les Québécoises et de tous les Québécois. Sans condition.

Nous, le Bloc Québécois, nous nous engageons en toute circonstance à chérir et à protéger les enfants du Québec contre toute atteinte à leur bien-être, leur épanouissement, leurs chances de succès, leur intégrité physique, psychologique et culturelle, leur accès au savoir et à l'éducation, leurs droits, leurs libertés et leur participation au devenir de la nation québécoise qui les porte.

Nous sommes le lieu de rassemblement de tous ceux et celles qui croient que les choix de société du Québec relèvent exclusivement des Québécoises et des Québécois.

Nous sommes comme l'immense majorité des Québécoises et des Québécois : c'est naturellement vers l'Assemblée nationale du Québec que nos regards se tournent lorsqu'on nous parle de notre gouvernement.

Nous sommes directement connectés aux besoins et aux aspirations des Québécoises et des Québécois : ce sont nos familles, nos amis, nos proches, nos collègues, nos concitoyens.

Nous sommes la ligne de résistance de tous ceux et celles qui n'acceptent pas que la démocratie québécoise exercée à l'Assemblée nationale du Québec soit remise en question par les institutions canadiennes, au premier chef le gouvernement fédéral.

Nous croyons que le Québec doit être représenté par son propre parti politique au fédéral, qui défend exclusivement ses intérêts, seule manière d'assurer que sa volonté et ses différences soient non seulement entendues, mais respectées.

Nous sommes le mouvement de tous ceux et celles qui constatent que la nation québécoise peut mener des débats houleux, peut avoir des besoins différents selon ses régions, peut se sentir représentée par différents partis politiques au Québec, mais demeure unie derrière des intérêts objectifs communs : les centaines de consensus et de motions unanimes de l'Assemblée nationale du Québec en sont la preuve.

Nous sommes celles et ceux pour qui les intérêts du Québec exprimés par son Assemblée nationale ne doivent jamais être compromis, dilués ou carrément abandonnés au profit de ce que le Canada considère, à son avis, être le « meilleur intérêt » du Canada. Chaque citoyen se reconnaît davantage dans une formation politique plutôt qu'une autre parmi celles qui siègent à Québec, libre de retenir chez l'une ou l'autre au gré des enjeux ce qui correspond à sa vision ou ses intérêts, mais reconnaît aussi que la démocratie québécoise, au final, est porteuse d'un meilleur avenir, souvent différent de celui du Canada.

Nous sommes les promoteurs de ce qui distingue la nation québécoise : sa langue française, ses arts et sa culture, son énergie propre et ses technologies plus écologiques, ses régions riches, distinctes et diverses, son économie innovatrice, entrepreneuriale et bienveillante et son tissu unique de PME.

Nous sommes la voix et les traits de personnalité faisant du Québec la pièce du puzzle qui importune les prétendants à un Canada postnational, partout pareil, atomisé par l'individualisme au détriment des valeurs et des intérêts collectifs, prévisible et prompt à la pensée unique.

Nous considérons que toute personne qui souhaite enrichir et discuter de ces principes a sa place au sein de notre formation politique et notre main est tendue.

Nous sommes le parti des Québécoises et des Québécois.

Fiers de ce que nous sommes

Nous sommes toutes Québécoises et tous Québécois.

Nous sommes nés ici ou ailleurs, arrivés depuis des siècles ou tout récemment, avec des milliers d'accents qui enrichissent et colorent notre langue, dès lors unique pour conter et chanter et convaincre, et toujours française.

Nous sommes toutes héritières et tous héritiers d'une histoire commune que nous écrivons maintenant ensemble, ancrée dans un territoire vaste et magnifique. Nous reconnaissons que cette histoire est le socle sur lequel nous avons bâti notre identité.

Nous partageons le même amour pour la langue française ; nous avons le même attachement à l'égalité entre les sexes et les genres, l'égalité entre toutes et tous ; nous sommes attachés aussi à nos institutions ; nous croyons à la séparation de la religion et de l'État.

Nous croyons que le sport façonne notre intelligence collective et contribue à notre cohésion sociale, qu'il améliore l'estime de soi et la confiance en soi tout en réduisant la dépression et l'anxiété. Nous affirmons que le sport est à la fois un enjeu de santé publique, de culture et de cohésion sociale. Nous affirmons que le sport ne devrait relever que de la nation québécoise.

Nous reconnaissons que la préservation du peuple québécois, de la culture québécoise, de l'État québécois et de la langue française est une lutte constante et continue dans l'histoire du Québec. Nous soutenons les mesures visant à protéger l'identité québécoise et éviter une folklorisation de son peuple, de sa culture et de sa langue. Nous reconnaissons que la défense de notre langue, de notre culture et de notre identité est intimement liée à la protection de notre territoire, et donc que l'effacement de l'une comme de l'autre met à risque cette interdépendance. Nous croyons que la préservation de notre territoire et de notre sous-sol est indissociable de la protection des peuples, de leur cohésion sociale et de leur culture.

Nous, Québécois, sommes fiers de qui nous sommes.

Français

Nous croyons que la langue française est le cœur de notre identité nationale et donc qu'elle a été, qu'elle est et sera nécessairement notre langue commune. Nous croyons que la minorité historique anglaise doit être protégée dans ses institutions historiques, mais que cela doit toujours se faire dans le souci de préserver et de renforcer le caractère national de l'État québécois, qui doit primer. Nous croyons que chaque langue autochtone leur est nationale et que leur identité nationale se doit d'être préservée.

Nous sommes francophones en Amérique du Nord.

Nous avons, au Québec, une seule langue officielle : le français.

Nous voulons vivre, grandir, étudier, travailler, prospérer et être servis en français.

Nous voulons accueillir et intégrer les nouveaux arrivants en français, premier outil qui leur permettra de s'épanouir pleinement et de vivre la vie meilleure qu'ils sont venus trouver ici, et afin de participer et contribuer au développement du Québec, en français.

Nous exigeons avoir accès à davantage de français sur Internet, sur les réseaux sociaux, sur les plateformes de diffusion en continu, à la radio, à la télévision. Nous voulons que nos étudiants, nos chercheurs et nos scientifiques puissent étudier, travailler et publier en français.

Nous croyons que le français doit voir son prestige restauré en recherche et en sciences, contribuant au rayonnement et au pouvoir d'attraction des études supérieures, de la recherche, de la science et des publications spécialisées au sein des institutions d'enseignement supérieur nationales, et que des mesures incitatives en termes de processus, d'attribution de points et d'attribution de budgets réservés doivent être mises en place afin que le français soit mis en valeur en amont dans le processus qui va de la recherche fondamentale à la publication originale en passant par la traduction et jusqu'à la vulgarisation scientifique.

Laïques

Nous considérons qu'une seule langue officielle est menacée au Canada : le français. Nous combattons sans relâche avec nos frères et sœurs de la francophonie canadienne pour faire respecter leur droit de vivre en français.

Nous appelons à ce que le Québec se bâtisse autour d'une culture de convergence définie par des valeurs communes. Nous croyons que la langue française doit être la langue de convergence et d'intégration au Québec.

Nous croyons que c'est au Québec, et au Québec seul, de déterminer sa politique linguistique et que, d'aucune façon, le fédéral ne doit entraver notre volonté de protéger et promouvoir notre langue.

Nous sommes le bouclier de la Charte de la langue française face à toute velléité d'Ottawa de privilégier le bilinguisme institutionnel et le multiculturalisme au détriment du français.

Nous croyons qu'une formation académique en français est indispensable pour assurer la pérennité de notre langue. Nous croyons que l'accessibilité au savoir dans sa langue nationale est un droit.

Nous sommes déterminés à occuper toutes les tribunes internationales à notre disposition pour promouvoir l'usage et la pérennité du français, tant au Canada que dans tous les pays, tant à l'Organisation internationale de la Francophonie que dans les autres forums multilatéraux.

Nous nous dressons fermement pour protéger et promouvoir notre langue commune et nous battons sans relâche contre toute tentative de l'affaiblir de quelque façon que ce soit.

Nous sommes des tenants de la laïcité.

Nous voulons vivre dans un État laïque où la séparation de la religion et de l'État est nettement établie.

Nous partageons l'héritage de la Révolution tranquille qui nous a affranchis, comme nation, des interventions et de l'autorité de l'Église sur les affaires de l'État sans lui nier sa contribution historique.

Nous sommes convaincus que la laïcité contribue à la cohésion sociale et à une meilleure intégration de tous en tant que garante de neutralité et d'égalité au sein des institutions de l'État.

Nous sommes au côté des Québécoises et des Québécois dans toutes les étapes vers une réelle laïcité de l'État et dénoncerons toute tentative du gouvernement fédéral ou de quiconque d'empêcher le Québec de se donner des lois pour protéger et promouvoir sa laïcité. Nous nous opposons au port de signes religieux par toute personne occupant une position d'autorité au sein de l'État dans l'exercice de ses fonctions.

Nous sommes d'avis que les convictions religieuses ne doivent d'aucune façon interférer dans les relations entre l'État et le citoyen. Nous croyons que l'État ne doit reconnaître, ni salarier, ni subventionner aucun culte. Nous croyons que seule la laïcité de l'État promeut les valeurs progressistes et égalitaires des Québécois, et que seule la laïcité protège ces valeurs contre les dogmes et le fondamentalisme religieux.

Nous ne le répéterons jamais assez : la meilleure façon de protéger la liberté de religion, c'est que l'État n'en ait aucune.

Nous affirmons que la responsabilité de l'État n'est pas de promouvoir la religion, mais de permettre à la population de vivre librement selon ses croyances ou ses non-croyances.

Nous nous opposons à la prière à la Chambre des communes, au serment sur la Bible, au serment à un monarque également chef religieux et à toute manifestation religieuse dans la gestion des affaires de l'État.

Égalitaires

Nous sommes égalitaires.

Nous sommes féministes.

Nous considérons que les êtres humains sont tous égaux et qu'il est de la responsabilité de l'État de rendre cette égalité effective pour tous.

Nous promovons l'équité salariale sans compromis. À travail équivalent, salaire égal!

Nous luttons contre la violence à l'égard des femmes et des filles, sous toutes ses formes, dans tous les milieux, militaire, sportif, civil, domestique, et militons pour un resserrement de l'accès aux armes à feu et l'interdiction des armes d'assaut et de poing.

Nous sommes favorables et promoteurs de la parité dans nos institutions, au sein des centres de décision et parmi les élus.

Nous croyons que le corps de la femme appartient à la femme et à elle seule. Comme le corps de chacun appartient à chacun. Nous croyons qu'il faut assurer ce droit.

Nous défendons le droit fondamental à la contraception et à l'avortement.

Nous luttons contre la misogynie et appuyons les femmes dans leur combat pour l'égalité.

Nous luttons contre toutes violences envers les femmes, incluant les féminicides et la culture du viol.

Nous luttons contre toute forme de discrimination, notamment en ce qui a trait à la diversité et aux orientations sexuelles et appuyons la communauté LGBTQ+ dans ses combats. Nous croyons que l'orientation sexuelle ne doit jamais être une entrave pour quiconque dans ses choix de vie.

Nous sommes opposés à toute forme de discrimination et demandons que les critères de subvention du Programme des chaires de recherche universitaire soient revus afin de prioriser les compétences et le mérite.

Libres

Nous sommes des promoteurs et défenseurs obstinés et coriaces de la liberté d'expression. Sans nuance, sans condition et sans exception. Dans les arts, dans la recherche, dans la science et dans l'enseignement, dans la rue et dans l'appareil média. Partout, tout le temps.

Nous nous opposons à la censure, à la culture de l'annulation, à l'intimidation, à l'humiliation et aux tribunaux populaires qui se substituent au système de justice, notamment sur les réseaux sociaux et sous le couvert de l'anonymat. Nous sommes des tenants de la conversation ouverte et de la société de droit.

Nous revendiquons le droit d'offusquer, de déplaire, de choquer, de penser autrement et nous reconnaissons à tous le droit de nous offusquer, de nous déplaire, de nous choquer et de penser autrement, sans jamais toutefois tolérer les propos haineux ou l'incitation à la haine.

Nous revendiquons le droit de nous tromper, de revoir nos positions, de changer d'idée.

Nous nous battons pour la liberté de presse et l'indépendance des journalistes en tout temps. Par ailleurs, quand l'intérêt du public est en jeu, nous appuyons le droit du public à une information complète, impartiale et rapide, autant en provenance des organismes de l'État que des entreprises privées.

Nous considérons que la haine en ligne, l'incitation à la haine, l'ostracisation et la mise au ban ne sont pas des incarnations de la liberté d'expression et n'ont pas à être défendus, d'aucune façon.

Attachés à notre culture

Nous sommes d'ardents promoteurs de la culture québécoise, métissage unique d'héritages français, immigrants et autochtones dans le creuset de l'histoire et de la géographie majestueuses du pays qui n'attend qu'un OUI du Québec.

Nous affirmons que la culture québécoise, sous toutes ses formes, doit appartenir aux Québécoises et aux Québécois et nous nous opposons à l'appropriation de la culture québécoise par le Canada.

Nous reconnaissons que le Québec est une nation qui se construit depuis plus de 400 ans. Nous reconnaissons l'importance de l'héritage que nous ont laissé nos ancêtres.

Nous croyons que notre patrimoine dans son ensemble culturel, linguistique et religieux doit être préservé de l'effacement de notre mémoire collective.

Nous revendiquons le droit du Québec de faire ses propres choix parce que notre culture est unique au monde. Nous affirmons que le modèle québécois et le modèle canadien sont distincts et tant qu'Ottawa se mêlera de culture, d'arts et de langue, nous revendiquerons cette distinction.

Nous reconnaissons l'importance capitale de la branche francophone de l'Office national du film (ONF) dans l'histoire du cinéma québécois et mondial. Nous considérons que l'État québécois sera toujours mieux placé que l'État fédéral pour préserver le riche patrimoine culturel du Québec. Nous demandons donc que soit amendée la Loi sur le cinéma fédérale pour que soit cédée au gouvernement du Québec, s'il le souhaite, l'entière des studios montréalais de l'ONF, des droits d'auteur et des archives afférentes qui, dans le passé, ont été financés par les impôts des Québécois.

Nous croyons que le Québec doit détenir tous les pouvoirs afin de protéger et développer son secteur culturel et ses communications. Ceci inclut les lois, les règlements et le financement, tant des entreprises et des institutions que des artistes, et doit permettre aux artistes qui renoncent à l'ingérence fédérale d'être compensés par l'État québécois.

Nous travaillons afin que la politique culturelle québécoise ne relève que du Québec.

Nous croyons que notre chanson, notre cinéma et notre télévision méritent d'avoir l'espace nécessaire pour être vus et entendus.

Nous soutenons tous les arts de la scène du Québec et jugeons que nous avons la responsabilité de soutenir adéquatement le secteur des festivals et des tournées internationales.

Nous soutenons le secteur du livre et défendons le renforcement du droit d'auteur.

Nous défendons le statut de l'artiste et travaillons afin que, dans le nouvel environnement numérique, les créatrices et les créateurs aient toute leur place et y soient justement rémunérés.

Nous soutenons les initiatives du Québec à l'international en matière de culture, notamment dans la Francophonie et à l'UNESCO.

Accueillants

Nous affirmons que l'immigration est et a toujours été non seulement une richesse pour le Québec, mais qu'elle est cruciale pour son développement et son avenir.

Nous nous opposons à l'inadéquation des politiques fédérales vis-à-vis des politiques québécoises en matière migratoire qui mettent en péril le français, et la culture du Québec, ainsi que les cultures et langues des peuples autochtones.

Nous soutenons que le Québec doit avoir tous les pouvoirs en matière d'immigration.

Nous affirmons que c'est au Québec de déterminer ses seuils d'immigration selon sa capacité à assurer un accueil et une intégration harmonieuse et réussie au sein de la société québécoise.

Nous croyons que c'est au Québec seul à déterminer son modèle d'intégration.

Nous nous opposons au multiculturalisme canadien qui est incompatible avec les défis sociologiques que pose la réalité québécoise (une nation francophone en Amérique du Nord) et qui réduit la diversité à l'individualisme. Nous prônons plutôt l'adoption d'une politique de la convergence culturelle, telle que proposée par l'Institut de recherche sur le Québec, afin de protéger la laïcité, le français langue commune et les droits de la personne.

Nous sommes d'ardents défenseurs de la francisation des nouveaux arrivants : la maîtrise du français est un outil essentiel à l'intégration et à la pleine participation, ainsi que notre premier devoir au bénéfice des nouveaux Québécois.

Nous ne laissons personne pour compte et nous reconnaissons la responsabilité du Québec dans l'accueil des réfugiés. Nous voulons un traitement humain et honnête de l'État par rapport aux demandeurs d'asile.

Nous croyons que les étudiants internationaux sont une richesse pour le Québec.

Nous estimons que celui ou celle qui fait le choix du Québec pour son éducation pose un geste fort d'attachement envers notre nation. En conséquence, nous croyons à l'instauration de mesures incitatives afin que les étudiants internationaux diplômés d'un établissement québécois, les travailleurs saisonniers et temporaires dans les régions, puissent acquérir un statut de résident permanent par une voie rapide.

Démocrates

Nous sommes démocrates.

Nous croyons que le vote est la meilleure manière d'assurer que la volonté de la population se reflète dans ses institutions.

Nous défendons sans compromis le droit de la population québécoise de faire ses propres choix de société.

Nous soutenons que toutes les lois votées démocratiquement à l'Assemblée nationale prévalent sur les lois votées par la Chambre des communes touchant exclusivement aux compétences du Québec.

Nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, conséquemment, le droit à l'autodétermination du Québec.

Nous faisons la promotion de la démocratie sur toutes les tribunes avant toute considération et la plaçons loin devant nos propres intérêts, quel que soit le choix de la population.

Nous souhaitons élargir autant que possible la participation à la démocratie québécoise, tant dans nos propres instances qu'au sein de la société québécoise en général, en promouvant une approche inclusive et positive.

Nous soutenons l'abaissement du droit de vote à l'âge de seize (16) ans.

Nous croyons que tout redécoupage électoral doit être d'abord basé sur les communautés d'intérêts et non pas simplement sur le nombre d'électeurs.

Nous rejetons catégoriquement la monarchie, à l'instar de toutes les autres formes d'autoritarisme, et luttons pour son abolition sous toutes ses formes au Québec et au Canada.

Nous adhérons aux principes les plus élémentaires de la démocratie à l'effet que chaque voix compte et qu'une majorité est constituée de 50 % des voix plus une.

Nous soutenons aussi la représentativité des régions du Québec, leurs gouvernements municipaux et les nations autochtones afin de s'assurer que chaque préoccupation, chaque besoin et chaque occasion à saisir propres à chacune d'entre elles fasse partie des débats importants dans nos parlements.

Un Québec souverain aura besoin de toutes ses ressources humaines. Conséquemment les fonctionnaires fédéraux devraient pouvoir se joindre à la fonction publique du Québec.

Nous croyons que le vote est le moyen d'exprimer sa volonté politique et nous dénonçons toutes les formes de violence ou d'intimidation, physique ou dans le discours, visant à amoindrir la primauté de la démocratie.

Nous sommes « d'accord d'être en désaccord » : nos adversaires ne sont pas nos ennemis et nos points de discorde ne remettent pas en question notre adhésion à la nation québécoise et nos valeurs démocratiques.

La voix des Québécois

Nous croyons que l'Assemblée nationale du Québec est le lieu par excellence d'expression de la démocratie québécoise et de la volonté de notre nation.

Nous sommes en faveur de l'abolition du Sénat et du définancement, dans une perspective d'abolition, de la fonction de gouverneur général.

Nous ne limiterons pas notre représentation des positions québécoises aux positions du gouvernement en place, mais représenterons les idées portées directement par une majorité de Québécois selon le nombre de votes exprimés lors de la dernière élection générale.

Nous constatons qu'au-delà des lignes de fracture partisans, les Québécois ont des intérêts communs derrière lesquels tous les partis politiques se rangent.

Nous défendons les consensus de l'Assemblée nationale du Québec ainsi que, bien sûr, ses résolutions unanimes.

Nous sommes les porteurs de la volonté exprimée au Québec devant le Parlement canadien à Ottawa.

Nous défendons aussi la primauté que devrait obtenir, bien au-delà de notre poids politique au Canada, l'expertise québécoise évidente dans des domaines comme la protection de la langue française, la culture et les arts francophones ou la transition vers les énergies et technologies propres comme créateurs de plus de richesse durable, à titre d'exemples.

Nous appuyons, à la Chambre des communes, ce qui est bon pour le Québec; nous travaillons à améliorer ce qui peut l'être; et nous nous opposons de toutes nos forces à ce qui est mauvais pour le Québec.

Nous travaillons, à Ottawa, avec tous les partis politiques lorsqu'ils respectent et sont prêts à appuyer les intérêts du Québec.

Nous sommes aussi des facilitateurs : nous saisissons toutes les occasions d'inviter à Ottawa nos partenaires du Québec de tous les milieux socioéconomiques afin qu'ils puissent directement témoigner de leurs préoccupations au sein des institutions fédérales.

Nous nous faisons un point d'honneur, comme indépendantistes assumés, de faire primer dans notre travail parlementaire ce qui est bon et juste pour les gens que nous représentons sur toute considération idéologique.

Nous sommes, face à notre Assemblée nationale, des partenaires pour toutes les formations politiques lorsqu'il s'agit de promouvoir et défendre nos consensus et nos intérêts nationaux.

Nous défendons également les revendications territoriales historiques du gouvernement du Québec, notamment en ce qui a trait au Labrador.

D'égal à égal avec les Autochtones

Nous estimons que le Québec doit développer, entretenir et améliorer des relations de nation à nation avec les peuples autochtones.

Nous jugeons que l'état fédéral doit lui aussi développer et respecter des relations d'égal à égal avec les nations autochtones.

Nous tendons la main en nous proposant comme alliés, sans pour autant être d'accord sur tout et préférant la discussion franche entre égaux, mais tout en précisant qu'en toutes circonstances, il revient aux communautés autochtones de faire leurs choix et non pas aux gouvernements ou aux partis.

Nous reconnaissons que la Loi sur les Indiens crée le cadre d'un racisme à même les institutions à l'endroit des Autochtones.

Nous reconnaissons qu'il existe aussi, au sein de nos institutions, des traces résiduelles qui se traduisent dans certains comportements racistes qui doivent être éliminés.

Nous appuyons les démarches visant davantage d'autonomie pour les communautés autochtones, dans l'esprit de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Nous soutenons que des ententes tripartites inspirées par la Paix des Braves peuvent être porteuses en faveur d'une autonomie accrue pour les communautés autochtones dans leurs relations avec les autres gouvernements.

Nous offrons notre soutien à celles et ceux qui souhaitent travailler à la fin de l'application de la Loi sur les Indiens au profit d'ententes entre égaux et structurantes plutôt qu'un régime colonialiste et paternaliste.

Nous souhaitons faire notre part dans la Vérité et la Réconciliation et reconnaissons l'importance de faire la lumière sur le passé pour poser les jalons d'un avenir commun plus égalitaire.

Nous croyons que nous devons ensemble défendre toutes nos langues contre l'hégémonie d'une seule, l'anglais, et nous soutenons la promotion et la revitalisation des langues et des cultures autochtones.

Nous offrons aux Premiers Peuples notre tribune en tant que parti politique, y compris à la Chambre des communes, afin de faire entendre leur voix au Parlement fédéral pour faire connaître leurs préoccupations, mais aussi promouvoir leurs langues, cultures et histoires.

Nous souhaitons que le Québec marque l'histoire en tant que premier pays fondé en alliance avec les peuples autochtones.

Nous souhaitons que la mise en valeur et le partage du territoire soient réciproquement respectueux de nos coutumes, traditions et histoires ainsi que de l'importance de protéger la faune, la flore et l'environnement.

Nous réitérons chaleureusement notre invitation à tous les Autochtones souhaitant se faire entendre au sein de notre parti et de nos instances.

Enracinés

Nous avons profondément à cœur la mise en valeur de chacune des régions du Québec.

Nous croyons que la diversité des régions du Québec immense est l'une de nos plus grandes richesses.

Nous pensons qu'il faut offrir davantage d'incitatifs, d'opportunités d'avenir inspirantes et lucratives pour la relève agricole, mais aussi pour les jeunes qui grandissent en région, les personnes immigrantes et les nouveaux Québécois et Québécoises qui les choisissent.

Nous travaillons fort pour être les ambassadeurs à Ottawa des travailleurs, des entreprises et des industries des régions du Québec, souvent malmenés par des politiques publiques ignorantes de leurs réalités.

Nous sommes en faveur de la résilience alimentaire.

Nous soutenons notre foresterie publique et privée de même que notre agriculture à échelle humaine et durable et misant sur les circuits courts, notamment grâce à la remise en culture des terres agricoles dévalorisées, à la gestion de l'offre, ses produits locaux de qualité et son rôle de moteur pour les régions agricoles.

Nous favoriserons les circuits courts et l'augmentation de la capacité de transformation régionale, en particulier l'abattage.

Nous favoriserons les circuits courts et l'augmentation de la capacité de transformation régionale, en particulier l'abattage.

Nous sommes fiers de soutenir nos artisans fromagers, nos microbrasseurs, vigneron et distilleurs, nos acériculteurs et tous nos producteurs du terroir québécois qui mettent en valeur les traditions et ingrédients de leurs régions respectives, en plus de nous offrir de nouvelles raisons de visiter chaque coin du Québec et de limiter les impacts souvent nocifs des chaînes d'approvisionnement et des pratiques agricoles étrangères ainsi que l'acquisition de nos terres agricoles pour une utilisation autre que l'agriculture dans un but spéculatif.

Nous croyons qu'agriculture et environnement existent en partenariat. Ce partenariat doit se refléter dans la relation entre l'État et les producteurs par la reconnaissance concrète des bonnes pratiques environnementales et des gestes innovants.

Nous constatons les impacts des changements climatiques qui confrontent déjà le secteur agricole : difficultés récentes avec plusieurs cultures, espèces envahissantes, canicules répétées, approvisionnement en eau, préservations des pratiques écologiques et concurrence irresponsable de pays moins rigoureux, etc.

Nous voulons savoir ce qu'il y a dans nos assiettes. Par conséquent, nous souhaitons mettre en place des mesures de traçabilité des produits bien identifiées sur les emballages.

Nous soutenons des normes de qualité élevées pour les produits québécois et nous nous attendons à la réciprocité de la part de nos partenaires commerciaux.

Nous considérons, à l'instar du domaine agricole, que l'industrie de la pêche et de la mariculture revêt un caractère primordial pour les régions de l'Est du Québec. Les pêcheries sont un moteur économique essentiel pour le grand secteur du Québec maritime, que ce soit pour les travailleurs et les travailleuses de la mer – en mer, en usine, en restauration – ou pour l'exportation des produits de la mer vers les consommateurs québécois ou étrangers qui recherchent des produits de qualité. Nous appuyons les efforts consentis par l'ensemble des producteurs pour assurer une pêche durable.

Nous sommes des ambassadeurs des régions du Québec dans la promotion du tourisme.

Nous défendons bec et ongles les industries saisonnières comme le tourisme, la pêche et la foresterie tant en forêt publique que privée.

Nous considérons que le secteur des pêches représente une activité essentielle pour l'Est-du-Québec et qu'il faut veiller à sa pérennité, particulièrement en épaulant les artisans de la pêche qui font trop souvent les frais de décisions mal réfléchies par Pêches et Océans Canada, ainsi qu'en assurant une surveillance accrue de nos eaux et de nos ressources, tout en réclamant la juridiction exclusive des pêches

Nous nous enthousiasmons devant le développement d'initiatives culturelles hors des grands centres, par exemple les festivals en région qui offrent chacun aux Québécois une expérience aussi unique qu'inoubliable.

Nous défendons le poids politique des régions, qui méritent chacune que leur voix soit entendue et respectée dans nos parlements, et nous inquiétons de l'augmentation du poids des grands centres au détriment des régions francophones, agricoles, forestières et minières du Québec.

Nous soutenons – ou proposons – toutes formes d'initiatives visant à dynamiser les régions et à contrer leur déclin démographique.

Nous pensons que les personnes souhaitant s'établir en région devraient être encouragées à le faire par différentes mesures incitatives.

Nous soulignons qu'il faut relier et revaloriser nos régions, tant pour les gens qui souhaitent s'y rendre que pour ceux qui y vivent, ainsi que pour favoriser le développement économique durable. Nous soutenons le transport collectif intermunicipal et interrégional, notamment par le soutien au transport aérien régional et aux aéroports régionaux, de même que par une offre de transport structurant efficace, accessible et universel. Nous soutenons le développement d'un réseau de transport à grande vitesse afin de relier les différents pôles urbains entre eux. Nous souhaitons faciliter les déplacements des Québécois, augmenter le tourisme régional et réduire l'utilisation de l'automobile.

Nous souhaitons améliorer l'offre de transport maritime pour les personnes et les marchandises afin de développer l'utilisation de notre route bleue, le fleuve Saint-Laurent. D'une manière écologique et durable.

Nous sommes d'avis qu'en ce 21^e siècle, une connexion à Internet haute vitesse décente et un réseau cellulaire fiable sont des besoins aussi fondamentaux que l'électricité et que chaque foyer et entreprise au Québec doit savoir à court terme quand la résidence ou l'entreprise seront connectées à la planète en haute vitesse.

Nous estimons que les Québécoises et les Québécois méritent tous un accès équivalent aux services essentiels.

Nous tenons à mieux protéger les régions des impacts des changements climatiques alors que leurs effets s'y font déjà lourdement ressentir, notamment par l'érosion des berges, les épidémies d'insectes affectant la forêt, les incendies de forêt, la perte d'écosystèmes en bouleversement et de biodiversité, la fonte du pergélisol, l'augmentation de la présence des espèces envahissantes, etc.

Nous considérons que les régions limitrophes au golfe et à l'estuaire du Saint-Laurent sont particulièrement fragilisées par les aléas des changements climatiques et que le gouvernement fédéral a le devoir de protéger les populations touchées en allouant les budgets nécessaires pour ce faire au Gouvernement du Québec.

Nous croyons que la transition écologique et énergétique est une occasion économique à saisir pour les régions du Québec en raison de l'abondance de nos sources d'énergie propre et de nos réseaux étendus de centres de recherche, de collèges, d'universités et de centres de formation. Une richesse accrue par l'engagement entrepreneurial et innovateur qui ouvrira des marchés internationaux, et par l'augmentation de la transformation au Québec de nos ressources naturelles, haussant le nombre d'emplois de qualité et diversifiés dans les régions, réduisant la pression sur les ressources, les écosystèmes et les espèces menacées, et réduisant l'impact des mesures punitives du marché américain.

Nous considérons qu'il faut protéger la faune, la flore et les cours d'eau qui sont à la fois le visage de nos régions et la signature de leur industrie touristique, notamment le caribou forestier et migrateur, la baleine noire, le chevalier cuivré, la rainette faux-grillon et les espèces dont l'activité humaine a compromis les milieux de vie.

Justes

Nous croyons que le Québec devrait avoir les compétences exclusives en ce qui concerne toutes les ressources naturelles sur son territoire : son eau, ses pêches, ses forêts, ses mines, son agriculture... tout ! Ces activités économiques étant intimement liées à notre relation à l'environnement, et le fédéral étant entre incompétent et hypocrite en de telles matières, il faut en toute logique que le Québec dispose de tous les pouvoirs en matière environnementale.

Nous croyons que ce sont les intervenants des régions elles-mêmes qui sont les mieux placés pour planifier leur développement économique tout en protégeant les ressources, plutôt que des instances établies à des centaines de kilomètres dans de grandes villes.

Nous estimons ainsi que les priorités économiques et les secteurs privilégiés des régions du Québec devraient être établis par les institutions régionales et municipales, en collaboration avec les communautés autochtones concernées, et disposer de budgets autonomes et pérennes pour en assurer la réalisation par le biais de la recherche, des transferts technologiques, de l'innovation et du soutien direct aux entreprises.

Nous sommes en faveur de la résilience et de l'indépendance alimentaire de nos communautés et encourageons toute mesure visant à accroître la présence dans nos assiettes des produits pêchés dans le St-Laurent.

Nous croyons que l'entièreté du territoire du Québec est en soi un territoire national aux Québécoises et aux Québécois. Par conséquent, toute acquisition d'une parcelle du Québec par le gouvernement du Canada ne devrait être accordée qu'à la suite d'une entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec.

Nous croyons qu'il est essentiel de valoriser la pleine occupation du territoire du Québec. Nous devons donc encourager par des mesures incitatives sérieuses tous les Québécois à habiter et à protéger l'ensemble du territoire québécois, cela passe par un réel effort de décentralisation de l'administration publique.

Nous plaçons la justice pour tous au cœur de notre philosophie politique.

Nous croyons qu'opposer liberté et sécurité est un faux dilemme et recherchons plutôt le point d'équilibre où se situe l'intérêt commun dans l'esprit de notre contrat social.

Nous considérons que la règle de droit est la meilleure protection contre l'arbitraire et le moyen le plus juste, rigoureux, fiable, pacifique et universel de veiller au sain aménagement de notre vie en société.

Nous nous battons pour que la loi s'applique à tous, car nul n'est au-dessus de la loi.

Nous croyons que chaque personne doit avoir accès à la justice, peu importe les circonstances.

Nous croyons que chaque personne a droit à un procès juste et équitable, peu importe les circonstances.

Nous ne reconnaissons aucune justice parallèle pouvant se substituer à la règle de droit.

Nous défendons la séparation des pouvoirs.

Nous croyons en une justice neutre et impartiale.

Nous ne croyons pas que l'appartenance à une religion ou une idéologie puisse être retenue comme facteur atténuant en matière d'application de la loi.

Nous soutenons la légitimité des législateurs élus par la population afin de représenter la société québécoise et défendre ses intérêts.

Nous croyons que l'ensemble des juges nommés par le gouvernement fédéral doivent avoir une maîtrise du français.

Nous croyons que les Québécois devraient être les seuls à avoir voix au chapitre en matière de législation s'appliquant sur le territoire québécois.

Nous jugeons, à défaut, qu'en matière de champs de compétence partagés, les lois québécoises devraient avoir préséance, au Québec, sur celles du fédéral plutôt que l'inverse entre autres sur les territoires considérés fédéraux tels que les ports, les aéroports, les parcs et l'ensemble des cours d'eau navigables.

Nous défendons toujours le pouvoir de l'Assemblée nationale du Québec de légiférer conformément à la volonté démocratiquement exprimée par les Québécoises et les Québécois.

Nous jugeons que l'argent des contribuables québécois ne devrait pas servir à financer des contestations judiciaires des lois québécoises dûment adoptées.

Nous croyons en la loi, l'ordre et l'État de droit.

Nous croyons que les tribunaux et les juges du pays doivent rendre justice à partir des textes de loi adoptés par le législateur. Il ne leur appartient pas d'agir en lieu et place des législateurs démocratiquement élus.

Nous sommes favorables, en matière de justice pénale, à la prévention de la criminalité, à l'éducation, à la prévention de la récidive, à l'encadrement positif des personnes à risque et à une justice réparatrice.

Nous croyons en la réhabilitation prudente.

Nous croyons à un juste équilibre entre la réhabilitation et la sanction.

Nous nous opposons à la discrimination et au profilage.

Nous reconnaissons que la nécessité de la coercition et du recours à la force raisonnable existe et qu'il faut maintenir la capacité d'intervention des forces de l'ordre et la sécurité des agents de la paix.

Nous croyons que le devoir des autorités est d'assurer des rues, des écoles et des rassemblements pacifiques et sécuritaires à titre de milieux de vie, d'apprentissage et d'expression sains.

Nous croyons que pour que la justice puisse exercer son rôle fondamental dans notre société, il est impératif que tous les postes de juges nommés par le gouvernement fédéral soient comblés sans délai, en tout temps, afin d'éviter des bris de service, des délais déraisonnables pour les justiciables et des remises des procès déjà fixés.

Intègres

Nous sommes un parti propre au Québec.

Nous prôtons la reddition de compte, la transparence et l'imputabilité des institutions.

Nous considérons que l'opacité, la culture du silence, le népotisme, le copinage et le favoritisme nuisent à la démocratie.

Nous luttons contre la corruption et considérons qu'il doit y avoir une politique de tolérance zéro dans l'attribution des contrats gouvernementaux face à toute entreprise condamnée pour corruption.

Nous croyons en une fiscalité juste et équitable. C'est pourquoi nous exigeons que les banques, géants du web, multinationales, grandes entreprises et grandes fortunes cessent d'utiliser les paradis fiscaux et contribuent au financement des services publics à la hauteur de leurs moyens.

Nous soutenons les lanceurs d'alerte et considérons qu'ils doivent être parfaitement protégés et qu'en aucun cas, ils ne doivent être punis pour avoir servi l'intérêt public.

Nous sommes pour le meilleur accès à l'information possible et jugeons antidémocratique toute manœuvre visant à retarder, restreindre ou empêcher la disponibilité d'informations d'intérêt public.

Nous croyons en la liberté de la presse, l'indépendance des journalistes, la protection des sources et la liberté d'opinion et d'expression.

Nous nous opposons aux nominations partisans des juges, basées sur des listes de donateurs et d'amis du régime.

Nous sommes en faveur de limiter l'influence des sociétés-conseils afin qu'elles ne puissent se substituer au travail des fonctionnaires et des élus.

Nous sommes favorables au financement mixte des partis politiques, à la fois public et citoyen, et considérons que le modèle de financement privé des partis fédéraux donne trop de pouvoir aux collecteurs de fonds et aux gros donateurs.

Solidaires

Nous croyons que toutes les personnes ont droit à la santé, à la sécurité et à la dignité à chaque étape de leur vie.

Nous croyons que les Québécoises et les Québécois souhaitent une société sûre qui respecte la dignité et l'intégrité physique et psychologique de chaque citoyenne, de chaque citoyen, peu importe son âge, son état, son statut, son apparence, sa confession, ses convictions, ou encore son endroit de résidence.

Nous sommes favorables à un filet social solide et adéquatement financé, au service de tous les Québécois.

Nous favorisons, dans l'ensemble de nos réflexions, la recherche de l'égalité des chances.

Nous soutenons un réseau de soins de santé gratuit, universel et public.

Nous jugeons que tant que le gouvernement fédéral perçoit des taxes et impôts aux Québécois, il a le devoir de financer sa juste part des soins de santé de façon durable, sans condition et dans le respect des juridictions du Québec et des provinces.

Nous sommes en faveur d'une fin de vie digne pour chaque personne, de la façon qu'elle choisira librement et de façon éclairée.

Nous croyons que chaque personne, au premier chef les femmes, a le droit de disposer de son propre corps et nous opposons nécessairement à toute tentative de contrôler le corps d'autrui ou en disposer à sa place.

Nous reconnaissons que les lois sur le travail du sexe criminalisant l'achat de services sexuels ne garantissent pas le droit fondamental à la sécurité des travailleuses et travailleurs du sexe et que le gouvernement n'a jamais pris ses responsabilités à la suite du jugement Bedford. Nous exigeons donc que soit mise en place une commission fédérale qui fera une place à tous les intervenants pour discuter du travail du sexe et de la meilleure manière de légiférer pour garantir le droit à la sécurité de tous et chacun, suivant le modèle des consultations menées au Québec autour de l'aide médicale à mourir.

Nous affirmons avec détermination que les activités sportives pratiquées par les jeunes athlètes, notamment les filles et les femmes, doivent être encadrées par des mesures d'une extrême rigueur pour assurer leur protection. Nous croyons que les jeunes athlètes doivent être sensibilisés de façon soutenue à leurs devoirs, leurs responsabilités et aux valeurs qui doivent guider leurs comportements en tout temps. Nous soutenons des enquêtes approfondies sur toutes les situations d'abus.

Nous croyons que l'éducation dans la langue nationale, accessible, performante et bien financée, est au cœur de l'avenir du Québec.

Nous croyons que le logement est un droit fondamental et que l'État doit en faire davantage pour garantir un accès au logement à toute la population. Nous considérons le droit au logement comme le droit d'habiter de façon décente plutôt que le droit d'accéder à la propriété, qui n'implique aucun engagement de l'État envers ses citoyens. Nous croyons en un modèle universel qui renforce l'accessibilité au logement social abordable et communautaire en incluant des logements à haut seuil d'acceptabilité. Nous croyons aussi qu'il faut assurer l'accès à un logement accessible et adapté aux personnes qui ont un handicap.

Nous croyons que l'accès à la propriété devrait demeurer possible pour la classe moyenne et les jeunes adultes.

Nous jugeons que le respect des compétences dans l'octroi de financement aux services à la population facilite, accélère et rend plus efficace le déploiement desdits services.

Nous constatons que le gouvernement canadien délaisse ses responsabilités en matière de services aux citoyens dans ses propres champs de compétence, par exemple en matière de soutien des aînés et d'assurance-emploi, lorsqu'il priorise des ingérences dans les champs de compétence du Québec.

Nous affirmons que le niveau de vie et le pouvoir d'achat des aînés et des retraités sont gravement atteints par l'inflation, la hausse des taux d'intérêt, le refus du fédéral de hausser en conséquence la pension de sécurité de la vieillesse et la discrimination que le fédéral exerce à l'encontre des retraités de 65 à 74 ans.

Nous affirmons que la santé mentale est une crise nationale et durable d'une ampleur dramatique sans précédent qui s'aborde, qui prend des vies, la vie de vrais gens. Il faut de toute urgence que Québec dispose des moyens de sauver des milliers de gens du plus sourd et lourd des maux, sans condition et en reconnaissant la pleine expertise et juridiction du Québec en matière de santé.

Nous jugeons que les Québécois ont le droit à des services rapides, efficaces et humains de la part de l'État canadien dans les responsabilités qui lui incombent, et qu'il est du devoir du fédéral de verser à Québec et aux provinces qui le souhaitent une pleine compensation sans autre condition pour tout recours au pouvoir de dépenser dans une juridiction du Québec et des provinces, au premier chef la santé.

Nous reconnaissons que la dépendance aux drogues est un problème de santé publique, et non de criminalité, et que la stigmatisation contribue à aggraver la situation actuelle, notamment en ce qui concerne la crise des opioïdes. Conséquemment, nous exigeons la décriminalisation de l'usage et de la possession pour consommation personnelle de toutes les drogues.

Travailleurs

Nous sommes un parti de travailleurs au service des travailleurs, irrévocablement attaché à la représentation collective des travailleurs.

Nous croyons que l'économie, c'est avant tout les personnes qui la composent. En conséquence, l'économie est au service des gens, et non le contraire.

Nous croyons qu'un travail équivalent commande un salaire égal.

Nous croyons que tous les travailleurs ont droit à une rémunération leur permettant de gagner leur vie en satisfaisant davantage que leurs besoins fondamentaux, comme instrument essentiel du droit au bonheur.

Nous affirmons que la langue du travail au Québec est le français.

Nous estimons que tous les travailleurs québécois ont le droit de travailler en français.

Nous privilégions toujours la recherche d'une entente négociée dans les conflits de travail.

Nous défendons le droit d'association, le droit à la négociation et le droit de grève pour tous les travailleurs en cas de conflit de travail; les travailleurs doivent pouvoir revendiquer leurs droits sans craindre d'être remplacés par des briseurs de grève.

Nous reconnaissons le rôle crucial des syndicats dans l'amélioration des conditions de travail des Québécois et leur apport essentiel à la société québécoise dans son ensemble.

Nous prenons acte de la mise en lumière par la pandémie de COVID-19 des trous béants dans notre filet social, au premier chef le programme d'assurance-emploi désuet et très difficile d'accès pour les contributeurs mêmes.

Nous militons pour que tous les travailleurs puissent avoir accès à l'assurance-emploi. L'assurance-emploi doit être une véritable assurance pour tous et redevenir un vrai filet social.

Nous reconnaissons que les régions éloignées ont des particularités qui leur sont propres en ce qui a trait à l'assurance-emploi et qu'une réforme urgente du système doit prendre en compte ces caractéristiques pour répondre aux besoins de ces régions.

Nous considérons les travailleurs dans des emplois atypiques comme des travailleurs comme tous les autres : travailleurs saisonniers, travailleurs autonomes, travailleurs du secteur des arts...

Nous croyons que les travailleurs étrangers méritent la dignité et le respect.

Nous sommes d'avis que tous les travailleurs ont droit à une retraite digne, dès 65 ans.

Nous considérons les personnes retraitées comme des travailleurs qui continuent de contribuer à la société québécoise et qui méritent notre reconnaissance pour leurs années de dévouement.

Nous estimons que l'État doit s'assurer que tous les retraités peuvent se fier à 100 % sur leur sécurité financière à long terme et leur fonds de retraite.

Nous saluons les personnes en âge de prendre leur retraite qui choisissent librement de demeurer sur le marché du travail et nous estimons qu'elles doivent être encouragées par des mesures fiscales avantageuses tant pour ces jeunes retraités que pour l'économie du Québec et du Canada.

Nous nous réjouissons de la place sans cesse plus importante occupée par les femmes sur le marché du travail et souhaitons voir éclater tous les plafonds de verre.

Nous sommes en faveur de mesures concrètes favorisant la conciliation travail-famille et croyons qu'il faut aider les parents à profiter pleinement de ce moment précieux qu'est la naissance d'un enfant.

Nous défendons le droit à la santé et à la sécurité de tous les travailleurs.

Nationalistes économiques

Nous nous opposons à la discrimination en milieu de travail, mais nous appuyons des mesures d'inclusion, à compétence égale, tout en nous opposant à l'exclusion.

Nous priorisons la santé et la sécurité des travailleuses étant futures mamans ou nouvelles mères.

Nous croyons que les travailleurs frappés par la maladie doivent être soutenus de façon équitable jusqu'à leur guérison en bonifiant de façon substantielle la durée et le montant du régime canadien de l'assurance-emploi maladie. Nous militons fermement pour un programme d'assurance-emploi maladie jusqu'à 52 semaines.

Nous croyons nécessaire de réformer la Loi sur la concurrence afin d'empêcher les hausses de prix abusives résultant du pouvoir de monopole des entreprises et ainsi de protéger les consommateurs.

Nous connaissons la valeur des industries saisonnières qui distinguent le Québec et nous savons que c'est le travail qui est saisonnier, pas les travailleurs ni leurs familles.

Nous sommes des nationalistes économiques.

Nous croyons que l'économie québécoise doit être l'objet de choix effectués au Québec et profiter à tous les Québécois et Québécoises.

Nous affirmons que l'économie doit d'abord et avant tout servir le bien-être de la population, en contribuant à un développement durable et équitable.

Nous prônons une économie qui protège les consommateurs, et donc une saine concurrence de marché.

Nous croyons que consommer des produits locaux encourage le travail des gens de chez nous tout en soutenant la transition écologique et énergétique, principal moteur économique des années à venir.

Nous soutenons l'économie québécoise, son noyau dur de PME ainsi que son aspect créatif et innovateur, en particulier en matière de technologies contribuant à la transition écologique.

Nous constatons la forte demande pour les produits, technologies et ressources du Québec et nous soutenons conséquemment le libre-échange lorsqu'il est justement négocié avec des partenaires de notre choix, dans le respect toutefois des prérogatives nationales en matière sociale, fiscale, agricole et environnementale. Conséquemment, nous nous opposons à toute disposition érigeant la souveraineté des multinationales au-dessus des droits démocratiques des nations sous couvert de protection des investisseurs étrangers.

Nous nous engageons à protéger la propriété québécoise des ressources naturelles.

Nous croyons qu'au moment de son accession à la souveraineté, le Québec devra proposer son adhésion dans la continuité à tous les traités, notamment commerciaux, qui le lient actuellement à d'autres pays par le biais de la signature du Canada, et ceci jusqu'à son adhésion propre lors de rondes subséquentes de négociations ou d'établissement de nouveaux traités ou accords multilatéraux.

Nous croyons qu'il faut défendre et appliquer un maximum de poids politique chaque fois que nos industries sont victimes de conflits commerciaux injustes.

Nous dénonçons chaque choix canadien de sacrifier certains pans importants de l'économie québécoise au profit de secteurs du reste du Canada lors de négociations internationales.

Nous encourageons une économie québécoise aussi résiliente et autosuffisante que possible.

Nous n'acceptons pas que le Canada soutienne un secteur économique dans une province tout en ignorant le même secteur au Québec faisant face à un enjeu comparable. Dans cet esprit, le fédéral doit reconnaître les secteurs névralgiques de l'économie québécoise et agir en conséquence, par exemple : le transport électrique, la construction navale, la forêt, l'aéronautique et l'aérospatiale, l'intelligence artificielle, le jeu vidéo, la pharmaceutique ou les arts en français.

Nous souhaitons que la croissance de nos secteurs de pointe soit soutenue, plutôt que ces secteurs innovants soient imités ailleurs au Canada.

Nous croyons que le soutien fédéral au secteur gazier et pétrolier est nocif pour la planète et pour l'économie du Québec. Nous affirmons que l'économie du Québec est injustement pénalisée par le détournement de notre contribution fiscale au bénéfice de l'industrie toxique des hydrocarbures. Nous croyons qu'il faut interrompre tout financement au secteur des hydrocarbures et amorcer une transition rapide vers les énergies propres et renouvelables dans le respect des engagements internationaux du Canada. Nous croyons que le Québec doit recevoir une part conséquente des investissements que le fédéral fait à partir de nos propres taxes et impôts afin de soutenir son propre secteur de l'Énergie et des ressources naturelles.

Nous soutenons l'économie sociale et la démocratisation de l'activité économique au bénéfice de tous. Nous saluons et défendons en conséquence le rôle essentiel joué dans nos communautés par les organismes à but non lucratif.

Nous croyons en l'intervention de l'État en matière d'identification, de soutien et de maintien des secteurs porteurs d'avenir. À cet effet, nous croyons que le gouvernement du Québec devrait avoir compétence exclusive sur le financement alloué à la recherche effectuée dans les universités et les institutions siégeant au Québec.

Nous estimons qu'il est dans l'intérêt du Québec d'intervenir pour protéger nos entreprises contre une prise de contrôle étrangère.

Nous sommes favorables aux jeunes entreprises innovantes, travaillant en français et respectant la Charte québécoise de la langue française, et souhaiterions qu'elles aient le soutien et le potentiel de croissance nécessaires pour qu'elles restent au Québec à long terme.

Nous croyons que le Québec doit quitter le régime canadien, mais que tant qu'il y restera, il doit avoir à sa disposition les revenus autonomes lui permettant d'assumer librement toutes ses responsabilités.

Nous croyons qu'en conséquence, le pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence du Québec doit être encadré, préférablement prohibé, et nous ne reconnaissons pas au fédéral le droit de créer des programmes ou faire des investissements dans les champs de compétence du Québec.

Nous nous opposons aux intrusions d'Ottawa dans des champs de taxation n'étant pas les siens.

Tournés vers l'avenir

Nous constatons que le fédéral perçoit plus d'impôts que ses missions ne l'exigent et devrait remettre à Québec certains pouvoirs de taxation et certaines assiettes fiscales.

Nous croyons qu'en attendant que le Québec dispose de tous les leviers économiques nécessaires à l'atteinte de son plein potentiel, tout programme fédéral de transfert lié à une compétence exclusive du Québec doit être inconditionnel.

Nous croyons que le Québec doit obtenir un droit de retrait avec pleine compensation et sans condition de tous les projets fédéraux touchant aux champs de compétence du Québec.

Nous dénonçons les dédoublements coûteux entraînés par la création de programmes fédéraux similaires à des programmes québécois existants ainsi que la lourdeur administrative inutile qu'ils entraînent.

Nous dénonçons le déséquilibre fiscal à partir duquel Ottawa, combiné à son pouvoir de dépenser, finance ses ingérences et la prise d'otage des compétences du Québec et des provinces.

Nous affirmons qu'un Québec indépendant sera apte à se doter d'une économie forte, propre et créatrice de davantage de richesse à partager.

Nous reconnaissons l'importance du contrôle des frontières et le respect des lois frontalières afin de préserver la souveraineté de notre territoire. Nous croyons que le Québec devrait avoir les pleins pouvoirs et les transferts de ressources humaines et financières en matière de gestion frontalière.

Nous reconnaissons que la jeunesse constitue l'une des plus grandes richesses du Québec, qu'elle représente l'avenir de notre nation et qu'à ce titre, elle devrait davantage être partie prenante de notre développement collectif.

Nous considérons que l'avenir du Québec passe par la transition écologique et énergétique, d'abord en matière d'économie. Que cette transition soit juste et équitable pour les travailleurs et travailleuses ainsi que pour les communautés et qu'elle constitue en soi un projet de société lequel peut inciter et stimuler le peuple québécois vers la souveraineté et ce, considérant le large consensus de toutes les générations à cet égard.

Nous croyons que l'avenir implique la décarbonation de l'économie.

Nous croyons qu'il devrait être coûteux de polluer et payant d'être vert. Ce principe devrait s'appliquer tant aux individus qu'aux entreprises et aux États et provinces. Pour favoriser la transition auprès des PME et des gens à faible revenu, une aide financière devrait être prévue.

Nous constatons que le Québec est riche en sources d'énergie propre et renouvelable.

Nous considérons que le Québec devrait être seul gestionnaire de ses ressources naturelles à commencer par notre eau, cette ressource essentielle à la vie, dont la pollution et les dérèglements climatiques sont en train de réduire son abondance utilisable.

Nous croyons que le Québec doit saisir l'occasion que représente la transition écologique pour atteindre son plein potentiel en tant que fer de lance nord-américain des technologies vertes.

Nous croyons en la justice climatique. Nous croyons que la perspective écologique doit être au cœur de toute prise de décision de l'État. Nous croyons que toute politique doit attribuer aux émissions de gaz à effet de serre (GES) un prix proportionnel aux dommages qu'elles infligent à la planète.

Nous sommes opposés à la croissance absolue. Nous croyons en l'efficacité énergétique, la productivité et la recherche et le développement scientifique, ce qui implique simplement une décroissance de la consommation ostentatoire. Nous visons ainsi une meilleure qualité de vie plutôt que d'adhérer à des standards de vie toujours plus élevés et à la culture de la surconsommation.

Nous affirmons que le Québec ne doit pas être forcé de financer par le biais du fédéral des projets contraires à nos intérêts, comme les milliards coulés dans le projet hydroélectrique malavisé de Muskrat Falls, le pipeline Trans Mountain ou le soutien à l'énergie et aux centrales nucléaires.

Nous souhaitons voir le Québec devenir un acteur incontournable de l'électrification massive des transports, tant grâce à son innovation que grâce à ses ressources naturelles.

Nous croyons que la densification contrôlée est un moyen concret de redonner accès à la nature. Nous croyons que les aires protégées sont nécessaires pour donner accès à la nature tout en la conservant.

Nous soutenons que les efforts pour développer des grappes industrielles innovantes liées à la transition écologique doivent être investis là où se trouvent les matières premières : au Québec.

Nous estimons conséquemment qu'il faut continuer d'accélérer et faciliter l'électrification des transports tant pour les individus que les entreprises et les flottes gouvernementales.

Nous croyons au développement du transport collectif public, intermunicipal et interrégional.

Nous souhaitons désenclaver nos régions en encourageant le développement du transport collectif public, intermunicipal et interrégional. Cela implique la création de réseaux de transports structurants. Nous valorisons le polycentrisme.

Nous reconnaissons l'importance de soutenir nos secteurs industriels qui ont besoin de se moderniser ou d'accélérer leur transition verte.

Nous soutenons l'expertise québécoise en innovation verte permettant dès aujourd'hui d'envisager sérieusement des progrès comme le transport lourd électrique, l'aviation écoresponsable, l'aluminium carboneutre ou l'hydrogène vert là où il est pertinent, à titre d'exemples.

Nous proposons la création d'un observatoire sur l'aluminium pour que l'énergie propre du Québec favorise la création de la richesse et d'emplois bien rémunérés.

Nous soutenons la recherche fondamentale et appliquée, l'innovation, et les transferts technologiques dans le secteur privé de même qu'aux niveaux collégial et universitaire.

Nous soutenons la maximisation du potentiel de la forêt québécoise, une industrie verte à la fois créatrice d'emplois et contributrice à l'atteinte des cibles de réduction de gaz à effet de serre du Québec. Nous proposons une réflexion sur la transformation au Québec d'une plus large part de nos ressources, dont celles tirées de forêt, afin de diversifier les emplois de qualité avec les partenaires de l'industrie et les entrepreneurs, réduire la pression sur une ressource renouvelable et les écosystèmes et diminuer l'impact des restrictions contenues et souvent interprétées à notre détriment par les partenaires commerciaux.

Notre forêt est immense, mais souvent malmenée et mal-aimée. Nous souhaitons que le Québec devienne une nation forestière, que les Québécois affectionnent leurs forêts, les considèrent à leur juste valeur et en prennent soin adéquatement.

Nous reconnaissons les préoccupations des travailleuses et travailleurs de secteurs économiques en voie de disparition, comme l'extraction d'énergies fossiles, et considérons qu'il faut les soutenir dans cette période de changements. Nous sommes disposés à soutenir la transition ailleurs au Canada.

Écologistes

Nous croyons que chaque sou investi pour maintenir artificiellement en vie l'industrie des hydrocarbures devrait être redéployé dans cette transition écologique porteuse d'avenir pour le Québec et pour le monde.

Nous jugeons que les contrats gouvernementaux ainsi que l'octroi de subvention ou de garanties de prêt devraient être basés sur des critères rigoureux en matière de transition écologique. Il ne devrait plus être possible d'investir des sommes d'argent public sans analyse d'impact environnemental. Dans le même esprit, nous croyons que les émissions de carbone devraient être établies comme critère d'octroi de contrats publics.

Nous sommes en faveur d'une finance verte aux investissements propres et structurants pour l'avenir.

Nous croyons que le pétrole vert n'existe pas et que les efforts pour y arriver sont soit futiles, soit hypocrites.

Nous ne considérons pas que soutenir les énergies et industries propres en contrepartie d'un soutien aux énergies et industries sales constitue un juste compromis, en pleine crise climatique.

Nous croyons que démocratie et acceptabilité sociale sont des principes indissociables.

Nous reconnaissons que les dérèglements climatiques et le déclin de la biodiversité sont causés par l'activité humaine et qu'il faut en contenir et en renverser la tendance et les effets pour contrer la crise climatique.

Nous constatons que les effets des changements climatiques se font déjà ressentir au Québec et dans le monde.

Nous considérons que les enjeux environnementaux et la santé humaine sont interreliés.

Nous militons pour que l'État et ses institutions se soucient des préoccupations de leurs citoyens et de la Santé publique avant celles de tierces organisations. Nous militons pour une meilleure qualité de l'air, de l'eau et de l'environnement pour les Québécois.

Nous constatons déjà l'effet des changements climatiques sur les besoins et les droits fondamentaux des personnes à travers le monde, et prenons acte des enjeux massifs sur des populations entières qui devront être aidées et, dans une certaine mesure, accueillies.

Nous reconnaissons que les conflits et les dérèglements climatiques ont des conséquences disproportionnées sur les personnes les plus pauvres et les pays en développement dans le monde entier et que le Québec aura les mêmes devoirs que tous les états, soit d'assurer une justice climatique.

Nous constatons que nous avons tous notre part de responsabilité individuelle dans la lutte aux changements climatiques, par nos gestes et nos choix collectifs, notamment lors des élections.

Nous favorisons la protection des milieux naturels et de la biodiversité.

Nous croyons que les mesures étatiques fortes obtiennent les résultats les plus probants en matière de protection de l'environnement, au premier chef les incitatifs tarifaires et les systèmes de plafonnement et échange (bourses) destinés à soutenir les initiatives de décarbonation de l'activité économique.

Nous considérons qu'il ne devrait plus être possible d'ignorer l'impact écologique de chacune de nos actions.

Nous constatons la richesse, la beauté de l'environnement au Québec et souhaitons le laisser en bon état aux générations futures.

Nous sommes localistes et nationalistes. Nous sommes favorables à la priorisation de la production locale et nationale répondant à nos critères sociaux et environnementaux. Ceci inclut la priorisation des produits locaux dans les critères d'appels d'offres.

Nous croyons à la souveraineté environnementale du Québec, en ceci que le Québec devrait disposer de tous les pouvoirs en matière environnementale et que les décisions et institutions québécoises devraient avoir préséance sur de tels enjeux.

Nous jugeons impératif le respect des lois environnementales du Québec ainsi que des règlements en matière d'aménagement du territoire.

Nous croyons que le territoire national est d'abord une propriété collective de la nation. Nous croyons que la dépossession de notre territoire entraînerait inévitablement un déracinement culturel. Nous croyons que nos territoires du Québec ne peuvent appartenir qu'au Québec. Nous reconnaissons la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Nous affirmons clairement notre opposition à tous les projets de transport d'hydrocarbures et de gaz naturel liquéfié (GNL).

Nous croyons que la transition écologique implique également de renoncer progressivement à certains biens de consommation. Nous croyons aux principes de l'économie circulaire, sociale et solidaire et que ces principes sont au cœur de la reprise de notre pouvoir économique. Nous soutenons dès lors que les intérêts économiques collectifs sont indissociables des intérêts écologiques.

Nous insistons sur le fait que la réduction à la source est la meilleure solution, pour lutter contre le gaspillage. Pour réduire notre consommation à la source, nous croyons qu'il est nécessaire, entre autres choses, de soutenir la lutte contre l'obsolescence programmée et les initiatives valorisant la durabilité et la longévité des biens de consommation.

Nous croyons que seules les institutions d'évaluation environnementales québécoises doivent avoir juridiction sur les projets déployés sur le territoire du Québec.

Nous estimons que le fait que la lutte aux changements climatiques soit un enjeu global devrait permettre au Québec de rayonner parmi les meilleurs du monde et non pas lui permettre de mieux paraître que d'autres États.

Nous pensons que les cibles de réduction des gaz à effet de serre des gouvernements devraient être contraignantes et être respectées.

Nous constatons avec lucidité qu'il ne doit plus y avoir de nouveaux projets d'extraction et d'exploitation des hydrocarbures et qu'il faut réduire l'extraction, la production et la consommation d'énergies fossiles. Maintenant.

Nous dénonçons toute politique visant à prolonger artificiellement la vie des industries des hydrocarbures, tout en assurant le soutien à la transition de ses travailleurs.

Nous pensons que juger de l'impact climatique d'un projet ou d'une mesure en évaluant seulement la pollution en amont, mais pas en aval, correspond à de l'aveuglement volontaire.

Nous déplorons que le Canada soit un des pires États pétroliers au monde plutôt qu'un leader mondial dans la lutte aux changements climatiques.

Nous affirmons qu'un Québec responsable doit assumer un rôle de « chef de file » au plan écologique car nous devons faire place à l'écologisme comme philosophie de vie et valeur fondamentale d'un Québec indépendant.

Un acteur mondial

Nous croyons que la nation québécoise gagne à être connue diplomatiquement, économiquement, culturellement et scientifiquement dans le monde par le dialogue sur la scène internationale.

Nous sommes pacifistes.

Nous sommes démocrates.

Nous sommes attachés aux droits de la personne.

Nous croyons en la valeur de la parole donnée et de l'honneur.

Nous croyons au multilatéralisme.

Nous ne laissons pas nos valeurs au vestiaire dans l'exercice des relations internationales.

Nous croyons, sans mettre un terme au dialogue, qu'il ne faut jamais diluer nos valeurs de démocratie, d'égalité entre les femmes et les hommes, de laïcité de l'État, de respect du français comme seule langue officielle et commune du Québec, de solidarité et de pluralisme, par souci de plaire ou par prétendu respect des valeurs d'autrui.

Nous ne croyons toutefois pas qu'au-delà des valeurs fondamentales et universelles portées et défendues par l'Organisation des Nations unies, le Québec doit intervenir dans les choix intérieurs des autres nations.

Nous croyons que la nature pacifiste, démocratique et accueillante de la nation québécoise devrait en faire un acteur de confiance universellement reconnu dans les instances internationales.

Nous considérons que le Québec, déjà et lors de son accession à l'indépendance, est et sera un acteur de stabilité et de fiabilité dans un monde de plus en plus instable.

Nous reconnaissons l'importance des grandes organisations mondiales, au premier chef l'Organisation des Nations unies, et estimons que le Québec gagne à s'y représenter lui-même adéquatement.

Nous croyons que le Québec devrait être représenté dans les compétitions sportives internationales par ses propres équipes.

Nous croyons que le Canada, son gouvernement fédéral, ses institutions et occasionnellement des médias anglophones ne véhiculent pas une image juste et adéquate de la nation québécoise.

Nous nous dressons contre toute entrave à la politique internationale du Québec et à tout investissement fédéral qui aurait pour effet de miner l'action internationale du Québec et son image à l'étranger.

Nous n'acceptons pas que l'on ferme les yeux lorsque des atrocités sont commises à l'étranger, voire des génocides.

Nous nous opposons catégoriquement au recours à la force pour faire taire la démocratie.

Nous soutenons le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Nous nous considérons comme des alliés des peuples qui exercent ou cherchent à exercer leur droit à l'autodétermination pacifiquement et démocratiquement.

Nous croyons que le Québec est le mieux placé pour faire valoir ses propres intérêts au niveau international.

Nous souhaitons que le Québec négocie ses propres ententes internationales et accords de libre-échange, y compris en matière de diversité culturelle, de droits des peuples autochtones, de justice ou militaire, tout en nous engageant dans l'intervalle à adhérer à ceux auxquels il participe présentement par le biais de la signature du Canada.

Nous saisissons chaque occasion de faire connaître le savoir, l'expertise et la créativité de chez nous à nos partenaires économiques.

Nous croyons au respect des règles et des lois dans le commerce international.

Nous militons pour la réciprocité des normes dans le commerce en matière de qualité, de lutte aux changements climatiques et de traitement des personnes.

Nous soutenons que le Québec a la pleine légitimité pour entretenir des relations internationales, minimalement au sujet de ce qui relève de ses propres champs de compétence.

Nous soutenons une aide internationale au service des gens.

Nous valorisons le rôle majeur que le Québec est appelé à jouer au sein de la Francophonie mondiale, sa pérennité et la rénovation de sa gouvernance.

Nous sommes des défenseurs des diversités culturelles et linguistiques à l'échelle planétaire.

Nous reconnaissons que le plus grand défi en matière de relations internationales demeure notre défi commun de freiner les changements climatiques.

Nous considérons les engagements en matière de lutte aux changements climatiques comme étant des promesses inviolables.

Nous reconnaissons que les conflits et les changements climatiques entraînent des vagues migratoires importantes et que le Québec aura les mêmes devoirs que tous les États.

Nous militons pour la réduction des inégalités de toutes sortes à l'échelle mondiale.

Nous croyons que le Canada doit en faire plus pour soutenir les droits des femmes partout au monde et nous sommes solidaires des combats des femmes sur la scène internationale.

Nous déployons déjà et nous engageons à accélérer le déploiement de la diplomatie de l'indépendance afin de faciliter et accélérer la reconnaissance du Québec souverain au lendemain de ce grand choix collectif.

Conclusion

Nous sommes **Indépendantistes.**

Nous sommes **Rassembleurs.**

Nous sommes **Fiers de ce que nous sommes.**

Nous sommes **Accueillants.**

Nous sommes **Enracinés.**

Nous sommes **Justes.**

Nous sommes **Intègres.**

Nous sommes **Travailleurs.**

Nous sommes **Solidaires.**

Nous sommes **Nationalistes économiques.**

Nous sommes **Tournés vers l'avenir.**

Nous sommes **Écologistes.**

Nous sommes **Ouverts sur le monde.**

Nous sommes le **BLOC QUÉBÉCOIS.**



Autorisé par l'agent principal du Bloc Québécois.